Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Non-a-la-privatisation-d-EDF

13 avril 2004

Non à la privatisation d'EDF

De Claude Allègre

mailto:allegre.express@ipgp.jussieu.fr

Depuis quarante ans, la politique énergétique de la France a été l'un des piliers de sa solidité économique Décidément, c'est Mme Thatcher qui a gagné. Avec son bras armé, le commissaire Leon Brittan, et sa capacité de dire non dans les Conseils européens, elle a fini par imposer sa vision de l'Europe : un grand marché libéral. La déroute des conceptions véritablement européennes est stupéfiante, mais cette évolution est-elle irréversible ? Va-t-on assister sans réagir au démantèlement de ce qui a fait la France ? Plus concrètement, va-t-on accepter la privatisation d'EDF et celle de la SNCF ?

Les privatisations des grands groupes du secteur marchand - Saint-Gobain, Rhône Poulenc, Pechiney, Elf-Aquitaine, Usinor-Sacilor, etc. - ne m'ont pas gêné, même si j'ai remarqué que la santé florissante qu'ils ont manifestée s'est largement appuyée sur la recapitalisation que l'Etat avait opérée de 1981 à 1986. La privatisation de Renault, de certaines banques de dépôts et d'affaires, de compagnies d'assurances ne m'a pas gêné non plus, encore que garder une banque nationale d'investissement n'aurait pas été inutile.

Mais EDF, c'est autre chose. C'est de l'indépendance énergétique qu'il s'agit. Or la politique énergétique de la France a été depuis quarante ans l'un des piliers de sa solidité économique grâce à la lucidité de grands commis de l'Etat, au premier rang desquels Pierre Guillaumat. On a vu ce qu'a donné en Californie la privatisation de l'électricité, imposée par un gouverneur libéral, un certain Ronald Reagan. On a vu aussi les conséquences de la privatisation des chemins de fer britanniques décidée par Margaret Thatcher. Nous ne voulons pas cela pour la France et nous devons le dire.

On dit : ce n'est pas une privatisation, c'est une ouverture du capital. Dans cette structure « chauve-souris », quelle logique l'emportera ? Celle du privé, qui est de gagner de l'argent, ou celle du service public, qui est de répondre aux besoins collectifs ? Que se passera-t-il si l'entreprise décide d'abandonner l'option du nucléaire pour le gaz pour des motifs économiques ou sous la pression des écologistes ? L'avance française dans le domaine de l'énergie la plus propre s'évanouira. Que se passera-t-il lorsque l'entreprise décidera une augmentation importante du capital et que l'Etat, empêtré dans ses déficits, refusera de suivre ?

On dit que Bruxelles veut cela ? Non seulement nous avons accepté ce fait, mais nous l'avons anticipé. Qu'allait faire EDF dans ses aventures internationales en Argentine, en Italie ou en Allemagne, qui l'ont d'ailleurs fragilisée financièrement ?

On dit que les dirigeants plaident la privatisation pour des raisons économiques. L'augmentation future de leurs salaires par un facteur 3 ou 4 y est-elle étrangère ?

Aujourd'hui, pour tous les républicains qui croient à la nécessité des services publics, pour tous les Européens qui croient à l'Europe, il est urgent de dire non à ce qui se prépare. La seule solution évolutive « moderne » serait de mettre EDF au c□ur d'un service public européen commun à la France, à l'Italie et à l'Allemagne, sans monopole mais sans capitaux privés.